



La LCR salue le courage des victimes de crimes pédophiles commis au sein de l'Eglise qui, parfois de longues années après les faits, ont trouvé la force d'exprimer leurs souffrances et de mettre la société face à ses responsabilités. Elle s'incline devant la mémoire des treize personnes qui se sont suicidées en conséquence des sévices subis de la part de prêtres censés incarner l'ordre moral, et sur le sort desquelles l'Eglise a coulé une chape de plomb, avec la complicité des autres institutions de l'ordre établi, à commencer par la Justice.

Elle incite toutes les personnes ayant subi des sévices sexuels, dans tous les milieux, à sortir de leur statut de victime en rompant le silence pour démasquer leurs abuseurs et exiger réparation. La LCR s'inquiète de la possibilité que « l'opération calice » ait pu servir de diversion ; elle demande que toute la lumière soit faite à ce sujet.

La LCR dénonce l'attitude odieuse et arrogante de l'Eglise catholique qui, fidèle à la ligne de Benoît XVI, refuse toute responsabilité, écarte toute remise en cause structurelle et manœuvre pour éviter l'indemnisation des victimes, alors qu'elle a étouffé la vérité et couvert les criminels en son sein pendant des années - et qu'elle continue à le faire en décidant de mettre sur pied un Centre d'écoute, de pardon et de réconciliation entre les victimes et leurs bourreaux.

La LCR attire l'attention sur le fait que l'attitude de l'Eglise a des racines extrêmement

Crimes pédophiles dans l'Eglise: prendre le mal à la racine

Écrit par LCR

Jeudi, 16 Septembre 2010 02:12 - Mis à jour Jeudi, 16 Septembre 2010 03:09

profondes : cette institution considère que ses clercs, parce qu'ils ont fait le vœu de chasteté, sont au-dessus des turpitudes du monde, échappent à la justice des hommes et n'ont de comptes à rendre qu'à Dieu - par la confession, la pénitence et la repentance. L'Eglise montre ici on ne peut plus clairement sa nature d'institution de l'Ancien Régime, élitiste et profondément antidémocratique.

Les partis traditionnels et les courants laïcs prétendent républicains, qui tirent prétexte de l'intégrisme islamique pour légiférer afin de stigmatiser la communauté musulmane dans son ensemble en discriminant de simples croyants, ne lèvent par contre pas le petit doigt contre les agissements d'une Eglise catholique qui continue à se considérer au-dessus des lois.

Or, cette Eglise, où les courants les plus réactionnaires ont aujourd'hui le vent en poupe sous la férule du pape Benoît XVI et d'un intégriste réactionnaire notoire tel que Monseigneur Léonard, représente pourtant un danger réel pour les libertés et les conquêtes démocratiques, laïques et féministes en Belgique. Le même Monseigneur Léonard qui insulte aujourd'hui les victimes d'abus était il y a quelques mois à la tête d'une manifestation contre le droit à l'avortement.

Dès lors, pour la LCR, les leçons à tirer du « dossier Dutroux de l'Eglise de Belgique » ne sauraient se limiter aux justes exigences de vérité, de châtement des coupables, de punition des complices et de réparation des victimes (même dans les cas prescrits).

Plus fondamentalement, la question posée est celle de la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat. A la formation de la Belgique, l'Eglise catholique a su manœuvrer pour protéger une large part de ses privilèges moyen-âgeux, en échange de quoi elle a collaboré à consolider un Etat largement artificiel, notamment à travers des rapports privilégiés avec la couronne. En Flandre, particulièrement, l'Eglise est constitutive de l'identité nationale, comme en Irlande ou en Pologne. Pendant le demi-siècle où le Congo a été une colonie belge, l'Eglise catholique a participé au pillage en colonisant les esprits. Elle y instauré un quasi monopole sur l'enseignement, chose qui était devenue quasi impossible en Belgique en raison des progrès du mouvement ouvrier, et a notamment réservé l'accès aux dispensaires aux seuls Congolais qui étaient baptisés.

En fin de compte, l'affaire des crimes pédophiles montre la nécessité historique de balayer l'ensemble de ces survivances d'Ancien Régime, ce qui suppose en premier lieu l'arrêt des subsides publics au culte, mais aussi : la fusion des réseaux d'enseignement en un réseau unique, public, pluraliste et laïc, gratuit et de qualité; l'abolition de la monarchie, principal allié et

Crimes pédophiles dans l'Eglise: prendre le mal à la racine

Écrit par LCR

Jeudi, 16 Septembre 2010 02:12 - Mis à jour Jeudi, 16 Septembre 2010 03:09

soutien de l'Eglise; et la fusion des institutions de soins et d'accueil des personnes en institutions publiques. Dans ce combat démocratique et social, les chrétiens progressistes, et plus largement le mouvement ouvrier chrétien dans son ensemble, ont toute leur place.

Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)

info@lcr-lagauche.be // www.lcr-lagauche.be